



CENTRE INTERCOMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE GRAND LAC

Conseil d'Administration du 27 mars 2023
à 17h00, dans la salle du Conseil de Grand Lac, 1500 bld Lepic
73100 AIX LES BAINS

NOMS ET PRENOMS	Présents (X)	Absents excusés	Pouvoir donné à
1. Marie Claire BARBIER	X		
2. Brigitte BARLET	X		
3. Danièle BEAUX-SPEYSER	X		
4. Renaud BERETTI	X		
5. Michelle BRAUER	X		
6. Mariétou CAMPANELLA	X		
7. Claire COCHET		X	Danièle BEAUX-SPEYSER
8. Jacques CONVERT	X		
9. Gérard DILLENCHNEIDER		X	Colette PIGNIER
10. Marina FERRARI		X	
11. David GAILLARD		X	
12. Nathalie GAMAIN		X	Edouard SIMONIAN
13. Bernard GELLOZ	X		
14. Pascale GLOUANNEC	X		
15. André GRANGER		X	
16. Alain HOTIER		X	
17. Antoine HUYNH	X		
18. Agron KALLABA	X		
19. Myriam MONANGE	X		
20. Christian MOUNIER	X		
21. Julie NOVELLI		X	
22. Colette PIGNIER	X		
23. Edouard SIMONIAN	X		
24. Jean-Marc VIAL	X		
25. Guy WARIN	X		

Autres présents non votants :

Marie **RENAUD**

Laurent **LAVAISSIERE**

Muriel **BORRELY-DUBINI**

Olivier **VERDENAL**

Aurore **FRAISSE**

Directrice du CIAS Grand Lac

Directeur Général des Services Grand Lac

Assistante de Direction du CIAS Grand Lac

Directeur services finances Grand Lac

Chargée de mission budgétaire CIAS

L'assemblée s'est réunie sur convocation du 20.03.2023

Un dossier de travail en tout point identique à celui transmis aux conseillers pour la tenue du conseil du 27 mars 2023 a été transmis le 20 mars 2023, ce dossier comprenant l'ordre du jour et les projets de délibérations, avec leurs annexes.

Aix-les-Bains, le 27 mars 2023

Le Président,

Renaud BERETTI

CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Bureau de réception en préfecture

073-267303428-20230327-DELIB11-DE

Date de réception en préfecture

Pour le Président
La Vice Présidente

Danièle BEAUX-SPEYSER

DÉLIBÉRATION

N° : 43 Année 2023

Exécutoire le :

Publiée le :

Visée le :

RESSOURCES HUMAINES

Convention cadre pour la mise en œuvre d'actions de formation avec le CNFPT

Monsieur le Président rappelle que la formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- Pour le CIAS de Grand Lac : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
- Pour les agents : d'être pleinement acteurs de leur formation et de leur évolution professionnelle,
- Pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités dans leur plan de formation.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation, résulte d'une part, d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et d'autre part, relève autant de l'engagement des autorités territoriales et de l'offre de service du CNFPT.

C'est pour définir les engagements et les modalités de cette relation au bénéfice du développement des compétences des agents du CIAS de Grand Lac que le CNFPT propose une convention cadre pour une durée d'environ de 2 ans soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Cette convention est annexée à la présente délibération.

Elle porte sur la mise en œuvre d'actions de formation en intra, c'est-à-dire des formations organisées par le CNFPT, dans les locaux du CIAS ainsi que sur des actions en union qui sont des formations organisées par le CNFPT pour plusieurs collectivités et dans les locaux de l'une d'elles.

Cette convention prévoit les modalités d'organisation et la répartition des responsabilités entre le CNFPT et la collectivité. Elle intègre également les conditions d'annulation avec une facturation désormais prévue en cas d'annulation moins d'un mois avant le stage programmé.

Les actes administratifs peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 Place de Verdun, BP1135, 38022 Grenoble Cedex), dans le délai de deux mois :

- à compter de leur publication lorsque les décisions sont réglementaires,
- à compter de leur notification lorsque les décisions sont individuelles.

Le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
073-267303428-20230327-DELIB43-DE
Date de réception préfecture : 31/03/2023

Monsieur le Président précise que cette convention n'implique pas de dépenses supplémentaires à celles déjà prévues pour le plan de formation et la cotisation sur la masse salariale.

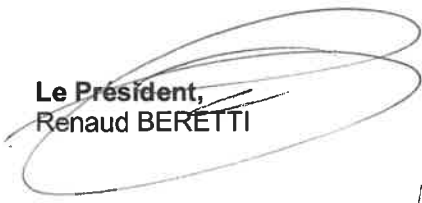
Il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention cadre annexée à la présente.

Les crédits sont inscrits au budget pour l'année 2023.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le présent rapport ;
- **APPROUVE** le modèle proposé de la convention cadre annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention et tous les actes nécessaires à son exécution ;

Aix-les-Bains, le 27 mars 2023


Le Président,
Renaud BERETTI

CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Pour le Président
La Vice Présidente
Danièle BEAUX-SPEYSER

- Conseillers en exercice : 25
- Présents : 17
- Présents et représentés : 20
- Votants : 20
- Pour : 20
- Contre : 0
- Abstentions : 0
- Blancs : 0



Délégation Auvergne-Rhône-Alpes



CENTRE INTERCOMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE GRAND LAC

Antenne de La Savoie

**CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN OEUVRE
D' ACTIONS EN INTRA ET/OU UNION**

**ENTRE LA DÉLÉGATION AUVERGNE-RHONE-ALPES DU CNFPT
ET LE CIAS DE GRAND LAC**

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée, *relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,*

Vu la décision n° 2017/DEC/007 *modifiant la participation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements bénéficiant des formations et interventions du CNFPT,*

Vu la délibération n°2014-174 du 5 novembre 2014 *relative à la l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière modifiée par la délibération n°2015-104 du 24 juin 2015,*

Vu la délibération n°2019/009 *relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires dans le cadre des formations organisées en intra,*

Vu la délibération 2022 - 001 du CNFPT en date du 26 janvier 2022 *relative à son projet d'établissement 2022 – 2027,*

Vu l'arrêté n° 130857 en date du 23 août 2021 *portant délégation de signature au délégué, à la directrice et aux directeurs adjoints de la délégation Auvergne-Rhône-Alpes.*

Entre

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Délégation Auvergne-Rhône-Alpes

18 rue Edmond Locard – 69005 Lyon

représenté par son délégué, Monsieur Laurent WAUQUIEZ

d'une part, dénommé le CNFPT

Et

LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE GRAND LAC

Représenté par Monsieur Renaud BERETTI

en la qualité de Président

adresse : 1500 boulevard Lepic

code postal : 73100 Ville : Aix-les-Bains.

SIRET : 267 303 428 001 19

d'autre part, dénommée la collectivité

Ci-après conjointement désignés « les parties »

Accusé de réception en préfecture
073-267303428-20230327-DELIB43-DE
Date de réception préfecture : 31/03/2023

PRÉAMBULE

La formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- Pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
- Pour les agents : d'être pleinement acteurs de leur formation et de leur évolution professionnelle,
- Pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités dans leur plan de formation.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation, résulte d'une part, d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et d'autre part, relève autant de l'engagement des autorités territoriales que de l'offre de service du CNFPT.

C'est pour définir les engagements et les modalités de cette relation au bénéfice du développement des compétences des agents de la collectivité que les 2 parties décident de conclure une convention cadre.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir entre les parties le contenu des engagements et des modalités cadres dans les domaines de la formation des agents territoriaux employés par la collectivité et de l'accompagnement des projets de la collectivité dès lors qu'ils ont un lien avec la formation.

En réponse aux orientations et objectifs formulés à l'article 2, les parties conviennent, de mettre en œuvre dans le cadre d'un programme annuel des actions de formation en INTRA et/ ou en UNION.

ARTICLE 2 – LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS PRIORITAIRES

2.1 Les objectifs stratégiques de la collectivité

La collectivité définit ainsi ses objectifs stratégiques de développement des compétences ou d'accompagnement souhaité du CNFPT :

- 1 – Développement des compétences managériales des encadrants*
- 2 - Renforcement des compétences des agents non encadrants*

L'effectif de la collectivité au 1^{er} janvier 2022 est de 210 agents sur postes permanents.

2.2 Les orientations de formation du CNFPT

Le CNFPT a adopté le 26 janvier 2022 son projet d'établissement 2022-2027 qui réaffirme la formation comme un levier prioritaire pour conforter et faire évoluer les pratiques, tant des collectivités que des agents. Le CNFPT s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociale adaptée :

Délégation Auvergne-Rhône-Alpes – Antenne de la Savoie

Accusé de réception en préfecture
07346306820230310153
Date de réception préfecture : 31/03/2023

- Gouvernance : la promotion d'une offre de services conçue en concertation active avec les usagers et évolutive grâce à un partenariat élargi et des processus collaboratifs.
- Sociétale : le développement de la formation tout au long de la vie, dans un souci constant d'égal accès, sans discrimination, à la formation et en intégrant la dimension de la qualité de vie au travail. Il s'agit de poursuivre l'engagement dans la promotion des valeurs de la République, de laïcité, d'égalité entre les femmes et les hommes, d'égalité des chances, de lutte contre toutes les discriminations ou encore de transition écologique et climatique.
- Territoriale : le déploiement de l'activité au cœur de tous les territoires, en soutenant les agents et les collectivités dans leurs actions et en favorisant le travail en réseaux.
- Environnementale : face à l'urgence climatique, un engagement prioritaire dans l'adaptation des formations à cette transition majeure (limitation des émissions de gaz à effet de serre, économies des ressources, et limitation de la consommation d'énergie).
- Economique : le modèle qui mutualise une cotisation, comme outil à préserver tout en recherchant parallèlement des ressources complémentaires avec les partenaires.

Ces principes constituent les convictions et les valeurs du CNFPT déclinées par cinq axes majeurs :

- un établissement fédérateur, partenaire et promoteur de la pertinence de l'action publique locale,
- un établissement qui accompagne les collectivités pour répondre aux grands enjeux publics locaux,
- un établissement qui garantit un égal accès à la formation et à une offre de qualité,
- un établissement qui accompagne les projets et les évolutions professionnelles des agents,
- un établissement engagé avec un modèle économique adapté et évolutif.

La Délégation Auvergne-Rhône-Alpes du CNFPT a pour mission de mettre en œuvre et d'adapter aux réalités locales l'ensemble de ce projet d'établissement.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à créer les conditions de réussite pour la mise en œuvre des actions de formation retenues.

Les actions peuvent être :

- Soit des formations en INTRA qui correspondent à des formations spécifiques à la collectivité ou pour lesquelles les effectifs sont suffisants pour organiser une session réservée au seul personnel de la collectivité.
- Soit des formations en UNION qui regroupent des agents de plusieurs collectivités généralement en proximité et pour lesquelles la collectivité exerce un rôle de pilote.

Sont précisés :

- Les engagements s'appliquant à toutes les actions de formations ;
- Les engagements spécifiques selon que la formation est organisée en INTRA ou en UNION.

3.1. ENGAGEMENTS POUR TOUTES LES ACTIONS

Dans la phase d'élaboration de l'action :

Pour les actions de formation nécessitant une adaptation particulière des programmes du CNFPT, la collectivité s'engage à établir et à transmettre au CNFPT une « fiche projet » selon le modèle accessible sur le site internet du CNFPT au plus tard 2 mois avant la date prévisionnelle de réalisation de l'action.

Le CNFPT adressera à la collectivité, en amont de la mise en œuvre, pour chacune des actions, un document récapitulatif des modalités d'organisation et de gestion convenues entre les 2 parties.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action :

Les parties s'engagent à :

– Le CNFPT :

- Définit les contenus des formations en lien avec la collectivité cocontractante ;
- Organise les actions de formation à l'exclusion des moyens techniques (*salles de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, etc.*) ;
- Recrute et rémunère les intervenants nécessaires, et demeure leur seul interlocuteur entre eux et la collectivité (pour les aspects tant pédagogiques que logistiques) ;
- Prend en charge les frais de déplacement des intervenants (transport, restauration et hébergement) ;
- Transmet un exemplaire de l'ensemble de la documentation de la formation à la collectivité (pour duplication si besoin) et/ou assure la mise à disposition en ligne des supports de formation via son site internet ;
- Adresse à l'ensemble des stagiaires à l'issue de l'action par APPLICREA un questionnaire d'évaluation dématérialisé ;
- Délivre les attestations de présence en formation ;

– La collectivité :

- S'assure de la participation du nombre minimum de stagiaires préalablement arrêté d'un commun accord avec le CNFPT pour garantir la qualité des formations ;
- Informe les agents sur les objectifs et le contenu des formations ;
- Organise les moyens techniques dédiés à la formation et prend en charge les coûts éventuellement engendrés (salles de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, reprographie des supports etc.) ;
- Informe le CNFPT du lieu de déroulement de la formation ;
- Avertit par écrit (courriel) le CNFPT de l'annulation ou de la modification de la session ;
- S'assure de l'accueil des agents en formation et de l'intervenant (en l'absence d'un agent du CNFPT) ;
- Récupère le bilan à chaud réalisé à l'issue de la formation par l'intervenant ; communiquera au CNFPT les feuilles d'émargement dans les 8 (huit) jours qui suivent la fin de l'action de formation (ou par l'intervenant le cas échéant / en l'absence d'un agent du CNFPT).

3.2 ENGAGEMENTS SPECIFIQUES POUR LES ACTIONS DE FORMATION INTRA

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action :

– Le CNFPT :

- Ne prend pas en charge ni les frais ou l'organisation des repas, ni le transport, ni l'hébergement des stagiaires.
- Se réserve le droit un mois avant la date de début de l'action de formation d'annuler la session, en concertation avec la collectivité, si le nombre d'inscrits sur la plate-forme d'inscription en ligne (IEL) demeure inférieur à l'effectif minimum convenu.

Accusé de réception en préfecture
N°27-DELIB43-DE
Date de réception préfecture : 31/03/2023

– **La collectivité :**

- S'engage à avoir un minimum de 15 agents inscrits à la formation sauf exception liées à des obligations réglementaires et pédagogiques (ex : formation SST).
- Procède à l'inscription des agents à partir de la plate-forme de dématérialisation des inscriptions mis à disposition par le CNFPT (IEL), et se charge des éventuelles modifications de la composition du groupe (annulation, nouvelles inscriptions etc.) ; Elle renseigne leurs adresses courriel dans la fiche « agent » afin que le CNFPT puisse leur transmettre les codes d'accès à la documentation et aux applications utiles disponibles à distance, comme le bilan dématérialisé à renseigner sur APPLICREA ;
- Convoque les agents inscrits sur la plateforme IEL.

3.3 ENGAGEMENTS SPECIFIQUES POUR LES ACTIONS DE FORMATION UNION

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action :

Les parties s'engagent à :

– **Le CNFPT :**

- Prend en charge les frais ou l'organisation des repas (midi), le transport et l'hébergement des stagiaires exceptionnellement si le stagiaire est à plus de 70 km du lieu de la formation.

– **La collectivité dans sa mission de pilote :**

- S'engage à constituer un groupe de 15 agents en lien avec les autres collectivités intéressées par l'action de formation ;
- S'assure de l'inscription par elle-même et les autres collectivités de l'inscription des agents à partir de la plate-forme de dématérialisation des inscriptions mis à disposition par le CNFPT (IEL), et se charge des éventuelles modifications de la composition du groupe (annulation, nouvelles inscriptions etc.).
- Convoque les agents inscrits.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES APPLICABLES

4.1 – CONDITIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX FORMATIONS INTRA

Les actions de formation INTRA sont mises en œuvre sans participation financière des collectivités sauf exceptions indiquées ci-après :

A- Les actions de formations intra sans participation financière peuvent néanmoins donner lieu à facturation dans le cas d'une annulation tardive par la collectivité

En cas d'annulation de l'action de son fait, sans motif valable, la collectivité devra verser au CNFPT une participation financière basée sur le coût fixé dans la fiche récapitulative à hauteur de :

- 50% du montant fixé si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de la formation (de date à date),
- 100% du montant fixé si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de la formation (de date à date).

Le constat de l'annulation tardive est effectué au moyen de la date d'ouverture de la session sur IEL, conjointement fixée au préalable entre le CNFPT et la collectivité cocontractante.

B- Les actions de formation intra mises en œuvre avec une participation financière de la collectivité sont les suivantes :

Le barème des participations financières relatives aux actions de formation intra payantes est fixé selon le type d'action. Il est déterminé en fonction de la complexité de l'action, du coût, des modalités

Accusé de réception en préfecture
N° 2023-03103
Date de réception préfecture : 31/03/2023

pédagogiques et de la durée de la formation. Les tarifs applicables sont consultables sur le site internet du CNFPT : www.cnfpt.fr.

B1 -Les actions de formations « intra » hors programme de formation du CNFPT. Une action de formation est considérée comme hors programme lorsqu'elle nécessite un travail de création de toutes pièces, et totalement inédit ou totalement nouveau, sans aucun lien avec des actions déjà conçues dans l'ensemble de l'établissement.

B2 -Les actions « intra » d'appui à la conception et à la mise en œuvre de projets (ou d'accompagnement de projets) en lien avec la formation.

B3 -Les actions payantes, dans des champs précisément identifiés selon les décisions des organes nationaux du CNFPT (hygiène et sécurité, CHSCT, etc.).

Dans le cas d'une formation avec participation financière, le CNFPT établira un bon de commande à l'attention de la collectivité.

4.2 – CONDITIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX FORMATIONS UNION

Les actions de formation UNION sont mises en œuvre sans participation financière des collectivités, sauf exceptions.

4.3 - MODALITES DE PAIEMENT

Le CNFPT établira un titre de recettes qui mentionnera le numéro de convention cadre et indiquera :

- l'intitulé de l'action
- le code action et la sous-structure
- les dates de réalisation
- le montant dû par la collectivité

Ce titre sera transmis via le portail de dématérialisation des factures CHORUS PRO mis en place par la direction générale des finances publiques.

Le règlement s'effectuera par voie de mandatement et par virement au compte identifié comme suit :

Titulaire du compte : CNFPT Agence Comptable

Domiciliation : RGFIN Paris Siège

Adresse : 80, rue de Reuilly – CS 41232 -75578 Paris Cedex 12

Code banque : 10071

Code guichet : 75000

Numéro de compte : 00001005162

Clé : 17

Domiciliation : TPPARIS RGF

IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0516 217

BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 5 – ASSURANCE

Les intervenants et les stagiaires doivent respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité de l'établissement dans lequel se déroule l'action.

Durant la période de formation, le stagiaire reste, en matière d'accident de service, sous la responsabilité de son employeur. Les véhicules des stagiaires ne sont pas couverts par le CNFPT.

Le CNFPT souscrit une assurance couvrant les dommages subis par les stagiaires ou causés à autrui du fait des stagiaires pendant la durée de la formation. Cette assurance interviendra uniquement dans le cas de frais résiduels non couverts par l'employeur, la sécurité sociale et/ou l'assureur de l'agent.

Accusé de réception en préfecture
073-267303428-20230327-DELIB43-DE
Date de réception préfecture : 31/03/2023

Dans le cas où l'action se déroule dans les locaux dépendant de la collectivité, celle-ci doit avoir souscrit une assurance couvrant les risques encourus au titre de l'action à réaliser.

ARTICLE 6 – PILOTAGE ET SUIVI DE LA CONVENTION CADRE

Un comité de suivi est institué entre les parties.

Il est composé :

- Pour la collectivité, de/des directeurs généraux des services qui peuvent se faire représenter par le DRH et le responsable formation
- Pour le CNFPT, de la directrice de la délégation Auvergne-Rhône-Alpes qui peut se faire représenter par la directrice adjointe chargée de la formation et le responsable de l'antenne ou le conseiller formation de territoire en charge de la collectivité

Les missions du comité de suivi sont les suivantes :

- S'assurer de la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre d'un recensement annuel en déclinaison du présent partenariat,
- Examiner chaque année le bilan des actions menées,
- Régler en concertation les éventuelles difficultés de mise en œuvre des actions.

Il se réunit au minimum une fois par an pour réaliser le bilan quantitatif et qualitatif de l'année écoulée et identifier le programme d'actions de l'année à venir.

Le comité de suivi s'appuiera sur le rapport d'activité établi par le CNFPT pour le compte de la collectivité selon le modèle joint en annexe.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION

Les parties s'engagent à promouvoir, par tout support approprié, les actions prévues et mises en œuvre dans le cadre de la déclinaison de la présente convention

ARTICLE 8 – DURÉE

La présente convention cadre est conclue à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2024, soit pour une durée de 2 ans.

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS / AVENANTS

Les parties peuvent modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les dispositions de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION

La présente convention de partenariat peut être dénoncée par les parties par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal, avec préavis d'**un (1) mois**.

ARTICLE 11 – LITIGE

Tout litige relevant de la présente convention de partenariat fera l'objet d'un règlement à l'amiable. À défaut, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif territorialement compétent.

Accusé de réception en préfecture 073-267303428-20230327-DELIB43-DE Date de réception préfecture : 31/03/2023

La présente convention cadre est établie en 2 exemplaires originaux.

Pour le CNFPT
Fait à Lyon, le

Pour le CIAS GRAND LAC
Fait à,
le

(Cachet, fonction, nom et signature du cocontractant)

Accusé de réception en préfecture
073-267303428-20230327-DELIB43-DE
Date de réception préfecture : 31/03/2023

Acte à classer

DELIB43

1 **2** **3** **4**
En préparation En attente retour > **AR reçu** < Classé
Préfecture

Identifiant FAST : ASCL_2_2023-03-31T10-35-27.00 (MI244156402)

Identifiant unique de l'acte : 073-267303428-20230327-DELIB43-DE ([Voir l'accusé de réception associé](#))

Objet de l'acte : Convention cadre pour la mise en oeuvre d'actions de formation avec le CNFPT

Date de décision : 27/03/2023



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.6. Emploi-formation professionnelle

Identifiant unique de l'acte antérieur

:

Acte : [43 DELIB RH Convention CNFPT.PDF](#)

Multicanal : Non

Pièces jointes :

[43 DELIB-1 Annexe RH Convention CNFPT.PDF](#)

Type PJ : 21_RP - Rapport de présentation



[Imprimer la PJ avec le tampon AR](#)

[PAGE DE GARDE 1.PDF](#)

Type PJ : 99_DE - Délibération



[Imprimer la PJ avec le tampon AR](#)

Classer

Annuler

Préparé

Date 31/03/23 à 10:31

Par [BORRELY DUBINI Muriel](#)

Transmis

Date 31/03/23 à 10:35

Par [BORRELY DUBINI Muriel](#)

Accusé de réception

Date 31/03/23 à 10:42